



INSTITUT
POUR LA JUSTICE
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Paris, le 14 décembre 2015

Régionales : l'Institut pour la Justice félicite les nouveaux présidents de région engagés dans la lutte contre l'insécurité

L'Institut pour la Justice, think tank citoyen œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **avait demandé aux parlementaires, candidats aux élections régionales, qu'ils s'engagent dans la lutte contre l'insécurité.**

A l'occasion de ces élections, la sécurité restait l'une des principales préoccupations des Français. Soucieux de défendre la parole des citoyens, l'Institut pour la Justice a sollicité tous les candidats parlementaires et tête de liste régionale afin qu'ils répondent aux attentes des Français en s'engageant à œuvrer contre l'insécurité **dans leur région mais également à l'Assemblée ou au Sénat.** Cet engagement est d'autant plus primordial que la justice pénale a été la grande oubliée des réformes annoncées par l'exécutif pour faire face à la menace terroriste.

L'Institut pour la Justice tient à féliciter les vainqueurs de ces élections qui se sont engagés auprès de l'association à lutter contre l'insécurité et pour le droit des victimes à savoir [Christian Estrosi](#), [Hervé Morin](#), [Valérie Pécresse](#), et [Laurent Wauquiez](#).

L'Institut pour la Justice souhaite que l'on réponde rapidement et avec responsabilité aux attentes et à l'exaspération des Français en matière de sécurité et de justice pénale. L'engagement de ces nouveaux présidents de région, aux côtés de l'IPJ, est une très bonne nouvelle.

Contact presse : Arnaud Beck, 06 98 76 58 58

L'Institut pour la Justice est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 50 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.